



**PRÉFET DE MAYOTTE**

**Recueil**  
**des Actes Administratifs**  
**de la Préfecture de Mayotte (RAA)**

**ÉDITION SPÉCIALE N° 21**

Mois de : **MARS 2018**

**DATE DE PARUTION : 23 MARS 2018**

**IMPORTANT**

**Le contenu intégral, des textes et/ou documents et plans annexés, peut être consulté auprès du service sous le timbre duquel la publication est réalisée**

Conception & Diffusion : Bureau de la Coordination Interministérielle ([raa@mayotte.pref.gouv.fr](mailto:raa@mayotte.pref.gouv.fr))

<b>CABINET DU PRÉFET</b>	<b>SIGNÉ LE</b>	<b>Nbre de pages</b>
<b>ARRÊTÉ N° 2018-CAB-232 PORTANT CRÉATION D'UNE ZONE D'ATTENTE SUR LA COMMUNE DE DZAOUZDI-LABATTOIR</b>	22/03/2018	1
<b>ARRÊTÉ N° 2018-CAB-224 PORTANT PROLONGATION D'UN LOCAL DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE</b>	22/03/2018	2
<b>ARRÊTÉ N° 2018-CAB-225 PORTANT PROLONGATION D'UN LOCAL DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE</b>	22/03/2018	2
<b>ARRÊTÉ N° 2018-CAB-226 PORTANT PROLONGATION D'UN LOCAL DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE</b>	22/03/2018	2
<b>ARRÊTÉ N° 2018-CAB-227 PORTANT PROLONGATION D'UN LOCAL DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE</b>	22/03/2018	2
<b>ARRÊTÉ N° 2018-CAB-228 PORTANT CRÉATION D'UN LOCAL DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE</b>	22/03/2018	1
<b>ARRÊTÉ N° 2018-CAB-229 PORTANT CRÉATION D'UN LOCAL DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE</b>	22/03/2018	1
<b>ARRÊTÉ N° 2018-CAB-230 PORTANT CRÉATION D'UN LOCAL DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE</b>	22/03/2018	1
<b>ARRÊTÉ N° 2018-CAB-231 PORTANT CRÉATION D'UN LOCAL DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE</b>	22/03/2018	1



PRÉFECTURE DE Mayotte

CABINET DU PREFET

ARRETE 2018-CAB- 232

Portant création d'une zone  
d'attente

**Arrêté portant création d'une zone d'attente  
sur la commune de Dzaoudzi-Labattoir**

Le préfet de Mayotte

VU le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et notamment ses articles L. 221-1 et suivants et R. 221-1 et suivants relatifs à la zone d'attente des gares, ports et aéroports,

Sur proposition du directeur de cabinet du préfet,

ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : Une zone d'attente est créée sur l'emprise du quai Ballou situé sur la commune de Dzaoudzi-Labattoir

Article 2 : Elle comprend :

La zone qui s'étend des points d'embarquement et de débarquement à ceux où sont effectués les contrôles des personnes.

Les lieux où l'étranger devra se rendre dans le cadre de la procédure de maintien et en cas de nécessité médicale.

Article 3 : Le directeur de cabinet de la préfecture de Mayotte, le directeur départemental de la police aux frontières de Mayotte, le directeur départemental de la sécurité publique de Mayotte, le commandant de la gendarmerie de Mayotte, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Dzaoudzi, le 22/03/2018

Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet, directeur de cabinet,

Étienne GUILLET



**PREFET DE MAYOTTE**

**CABINET DU PREFET**

**ARRETE N°2018-CAB- 224**  
**portant prolongation d'un local de**  
**rétenion administrative**

**LE PREFET DE MAYOTTE,**  
**Chevalier de l'Ordre national du mérite,**

**VU** L'ordonnance n° 2014-464 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

**VU** Le décret n° 2014-527 du 23 mai 2014 portant modification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie réglementaire) en ce qui concerne Mayotte, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ;

**VU** Le décret du 06 mai 2016 du Président de la République portant nomination de M. Frédéric VEAU en qualité de Préfet de Mayotte ;

**VU** Le décret du 1<sup>er</sup> août 2017 portant nomination de M. Étienne GUILLET, Sous-préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

**VU** L'arrêté n° 956/DIRCAB/2017 du 30 octobre 2017 portant délégation de signature à M. Étienne GUILLET, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

**CONSIDERANT** qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

**CONSIDERANT** que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

**CONSIDERANT** qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

**CONSIDERANT** l'urgence à ouvrir un local de rétention administrative compte tenu de l'interception importante de kwassas au cours des dernières 24 heures ;

**CONSIDERANT** l'impossibilité de procéder aux transferts des étrangers en situation irrégulière au centre de rétention administrative compte tenu de la situation de blocage des axes routiers par des barrages.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est prolongé, à titre provisoire, l'ouverture d'un local de rétention administrative, à compter du **jeudi 22 mars 2018 à 17h00 et jusqu'au vendredi 23 mars 2018 à 17h00** dans l'enceinte des locaux de la brigade territoriale de gendarmerie de Pamandzi.

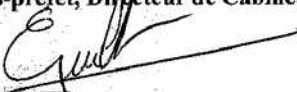
**Article 2 :** La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par le service intercepteur.

Article 3 : Le directeur de cabinet du préfet et le Commandant du service intercepteur sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Monsieur le Directeur territorial de l'agence régionale de santé.

**À Dzaoudzi, le 22 mars 2018**

**Pour le Préfet, par délégation,  
Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet**



**Étienne GUILLET**



**PREFET DE MAYOTTE**

**CABINET DU PREFET**

**ARRETE N°2018-CAB- 225**  
**portant prolongation d'un local de**  
**rétention administrative**

**LE PREFET DE MAYOTTE,**  
**Chevalier de l'Ordre national du mérite,**

**VU** L'ordonnance n° 2014-464 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

**VU** Le décret n° 2014-527 du 23 mai 2014 portant modification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie réglementaire) en ce qui concerne Mayotte, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ;

**VU** Le décret du 06 mai 2016 du Président de la République portant nomination de M. Frédéric VEAU en qualité de Préfet de Mayotte ;

**VU** Le décret du 1<sup>er</sup> août 2017 portant nomination de M. Étienne GUILLET, Sous-préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

**VU** L'arrêté n° 956/DIRCAB/2017 du 30 octobre 2017 portant délégation de signature à M. Étienne GUILLET, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

**CONSIDERANT** qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

**CONSIDERANT** que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

**CONSIDERANT** qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

**CONSIDERANT** l'urgence à ouvrir un local de rétention administrative compte tenu de l'interception importante de kwassas au cours des dernières 24 heures ;

**CONSIDERANT** l'impossibilité de procéder aux transferts des étrangers en situation irrégulière au centre de rétention administrative compte tenu de la situation de blocage des axes routiers par des barrages.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est prolongé, à titre provisoire, l'ouverture d'un local de rétention administrative, à compter du **jeudi 22 mars 2018 à 17h00 et jusqu'au vendredi 23 mars 2018 à 17h00** dans l'enceinte des locaux de la brigade territoriale de gendarmerie de Sada.

**Article 2 :** La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par le service intercepteur.

Article 3 : Le directeur de cabinet du préfet et le Commandant du service intercepteur sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Monsieur le Directeur territorial de l'agence régionale de santé.

À Dzaoudzi, le 22 mars 2018

Pour le Préfet, par délégation,  
Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet



Étienne GUILLET





**PREFET DE MAYOTTE**

**CABINET DU PREFET**

**ARRETE N°2018-CAB- 226**  
**portant prolongation d'un local de**  
**rétenion administrative**

**LE PREFET DE MAYOTTE,**  
**Chevalier de l'Ordre national du mérite,**

**VU** L'ordonnance n° 2014-464 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

**VU** Le décret n° 2014-527 du 23 mai 2014 portant modification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie réglementaire) en ce qui concerne Mayotte, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ;

**VU** Le décret du 06 mai 2016 du Président de la République portant nomination de M. Frédéric VEAU en qualité de Préfet de Mayotte ;

**VU** Le décret du 1<sup>er</sup> août 2017 portant nomination de M. Étienne GUILLET, Sous-préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

**VU** L'arrêté n° 956/DIRCAB/2017 du 30 octobre 2017 portant délégation de signature à M. Étienne GUILLET, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

**CONSIDERANT** qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

**CONSIDERANT** que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

**CONSIDERANT** qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

**CONSIDERANT** l'urgence à ouvrir un local de rétention administrative compte tenu de l'interception importante de kwassas au cours des dernières 24 heures ;

**CONSIDERANT** l'impossibilité de procéder aux transferts des étrangers en situation irrégulière au centre de rétention administrative compte tenu de la situation de blocage des axes routiers par des barrages.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est prolongé, à titre provisoire, l'ouverture d'un local de rétention administrative, à compter du **jeudi 22 mars 2018 à 17h00 et jusqu'au vendredi 23 mars 2018 à 17h00** dans **les locaux du centre de rétention administrative – zone d'attente de Mayotte**.

**Article 2 :** La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par le service intercepteur.



Article 3 : Le directeur de cabinet du préfet et le Commandant du service intercepteur sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Monsieur le Directeur territorial de l'agence régionale de santé.

À Dzaoudzi, le 22 mars 2018

Pour le Préfet, par délégation,  
Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet


Etienne GUILLET



**PREFET DE MAYOTTE**

**CABINET DU PREFET**

**ARRETE N°2018-CAB- 227**  
**portant prolongation d'un local de**  
**rétenion administrative**

**LE PREFET DE MAYOTTE,**  
**Chevalier de l'Ordre national du mérite,**

**VU** L'ordonnance n° 2014-464 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

**VU** Le décret n° 2014-527 du 23 mai 2014 portant modification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie réglementaire) en ce qui concerne Mayotte, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ;

**VU** Le décret du 06 mai 2016 du Président de la République portant nomination de M. Frédéric VEAU en qualité de Préfet de Mayotte ;

**VU** Le décret du 1<sup>er</sup> août 2017 portant nomination de M. Étienne GUILLET, Sous-préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

**VU** L'arrêté n° 956/DIRCAB/2017 du 30 octobre 2017 portant délégation de signature à M. Étienne GUILLET, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

**CONSIDERANT** qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

**CONSIDERANT** que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

**CONSIDERANT** qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

**CONSIDERANT** l'urgence à ouvrir un local de rétention administrative compte tenu de l'interception importante de kwassas au cours des dernières 24 heures ;

**CONSIDERANT** l'impossibilité de procéder aux transferts des étrangers en situation irrégulière au centre de rétention administrative compte tenu de la situation de blocage des axes routiers par des barrages.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** Il est prolongé, à titre provisoire, l'ouverture d'un local de rétention administrative, à compter du **jeudi 22 mars 2018 à 17h00 et jusqu'au vendredi 23 mars 2018 à 17h00** dans l'enceinte des locaux de la brigade territoriale de gendarmerie de Mtsamboro.

**Article 2 :** La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par le service intercepteur.

Article 3 : Le directeur de cabinet du préfet et le Commandant du service intercepteur sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

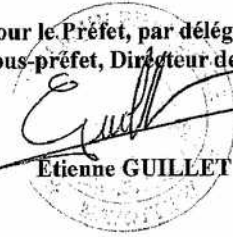
Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Monsieur le Directeur territorial de l'agence régionale de santé.

À Dzaoudzi, le 22 mars 2018

Pour le Préfet, par délégation,  
Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet



Etienne GUILLET





**PREFET DE MAYOTTE**

**CABINET DU PREFET**

**ARRETE N°2018-CAB- 228**  
**portant création d'un local de**  
**rétention administrative**

**LE PREFET DE MAYOTTE,**  
**Chevalier de l'Ordre national du mérite,**

- VU** l'ordonnance n° 2014-464 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- VU** le décret n° 2014-527 du 23 mai 2014 portant modification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie réglementaire) en ce qui concerne Mayotte, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ;
- VU** le décret du 06 mai 2016 du Président de la République portant nomination de M. Frédéric VEAU en qualité de Préfet de Mayotte ;
- VU** le décret du 1<sup>er</sup> août 2017 portant nomination de M. Étienne GUILLET, Sous-préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;
- VU** l'arrêté n° 956/DIRCAB/2017 du 30 octobre 2017 portant délégation de signature à M. Étienne GUILLET, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

**CONSIDERANT** qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

**CONSIDERANT** que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

**CONSIDERANT** qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

**CONSIDERANT** l'urgence à ouvrir un local de rétention administrative compte tenu de l'interpellation importante d'étrangers en situation irrégulière au cours des dernières 24 heures ;

**CONSIDERANT** l'impossibilité de procéder aux transferts des étrangers en situation irrégulière au centre de rétention administrative compte tenu de la situation de blocage des axes routiers par des barrages.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est créé, à titre provisoire, un local de rétention administrative, à compter du **jeudi 22 mars 2018 à 18h00 et jusqu'au samedi 24 mars 2018 à 17h00** dans l'enceinte des locaux de la brigade territoriale de gendarmerie de Mzouazia.

**Article 2 :** La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par le service intercepteur.

**Article 3 :** Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet et le Commandant du service intercepteur sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Monsieur le Directeur territorial de l'agence régionale de santé.

**À Dzaoudzi, le 22 mars 2018**

**Pour le Préfet, par délégation,**  
**Le Sous-préfet, Directeur de cabinet,**



**Étienne GUILLET**



**PREFET DE MAYOTTE**

**CABINET DU PREFET**

**ARRETE N°2018-CAB- 223**  
**portant création d'un local de**  
**rétenion administrative**

**LE PREFET DE MAYOTTE,**  
**Chevalier de l'Ordre national du mérite,**

- VU** l'ordonnance n° 2014-464 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- VU** le décret n° 2014-527 du 23 mai 2014 portant modification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie réglementaire) en ce qui concerne Mayotte, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ;
- VU** le décret du 06 mai 2016 du Président de la République portant nomination de M. Frédéric VEAU en qualité de Préfet de Mayotte ;
- VU** le décret du 1<sup>er</sup> août 2017 portant nomination de M. Étienne GUILLET, Sous-préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;
- VU** l'arrêté n° 956/DIRCAB/2017 du 30 octobre 2017 portant délégation de signature à M. Étienne GUILLET, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

**CONSIDERANT** qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

**CONSIDERANT** que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

**CONSIDERANT** qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

**CONSIDERANT** l'urgence à ouvrir un local de rétention administrative compte tenu de l'interpellation importante d'étrangers en situation irrégulière au cours des dernières 24 heures ;

**CONSIDERANT** l'impossibilité de procéder aux transferts des étrangers en situation irrégulière au centre de rétention administrative compte tenu de la situation de blocage des axes routiers par des barrages.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est créé, à titre provisoire, un local de rétention administrative, à compter du **jeudi 22 mars 2018 à 18h00 et jusqu'au samedi 24 mars 2018 à 17h00** dans l'enceinte des locaux de la brigade territoriale de gendarmerie de Mamoudzou.

**Article 2 :** La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par le service intercepteur.

**Article 3 :** Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet et le Commandant du service intercepteur sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Monsieur le Directeur territorial de l'agence régionale de santé.

**À Dzaoudzi, le 22 mars 2018**

**Pour le Préfet, par délégation,**  
**Le Sous-préfet, Directeur de cabinet,**

  
**Étienne GUILLET**



**PREFET DE MAYOTTE**

**CABINET DU PREFET**

**ARRETE N°2018-CAB- 230**  
**portant création d'un local de**  
**rétenion administrative**

**LE PREFET DE MAYOTTE,**  
**Chevalier de l'Ordre national du mérite,**

- VU** l'ordonnance n° 2014-464 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- VU** le décret n° 2014-527 du 23 mai 2014 portant modification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie réglementaire) en ce qui concerne Mayotte, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ;
- VU** le décret du 06 mai 2016 du Président de la République portant nomination de M. Frédéric VEAU en qualité de Préfet de Mayotte ;
- VU** le décret du 1<sup>er</sup> août 2017 portant nomination de M. Étienne GUILLET, Sous-préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;
- VU** l'arrêté n° 956/DIRCAB/2017 du 30 octobre 2017 portant délégation de signature à M. Étienne GUILLET, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

**CONSIDERANT** qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

**CONSIDERANT** que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

**CONSIDERANT** qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

**CONSIDERANT** l'urgence à ouvrir un local de rétention administrative compte tenu de l'interpellation importante d'étrangers en situation irrégulière au cours des dernières 24 heures ;

**CONSIDERANT** l'impossibilité de procéder aux transferts des étrangers en situation irrégulière au centre de rétention administrative compte tenu de la situation de blocage des axes routiers par des barrages.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est créé, à titre provisoire, un local de rétention administrative, à compter du **jeudi 22 mars 2018 à 18h00 et jusqu'au samedi 24 mars 2018 à 17h00** dans l'enceinte des locaux du commissariat de Mamoudzou.

**Article 2 :** La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par le service intercepteur.

**Article 3 :** Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet et le Commandant du service intercepteur sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Monsieur le Directeur territorial de l'agence régionale de santé.

**À Dzaoudzi, le 22 mars 2018**

**Pour le Préfet, par délégation,**  
**Le Sous-préfet, Directeur de cabinet,**

  
**Étienne GUILLET**



**PREFET DE MAYOTTE**

**CABINET DU PREFET**

**ARRETE N°2018-CAB- 231**  
**portant création d'un local de**  
**rétenion administrative**

**LE PREFET DE MAYOTTE,**  
**Chevalier de l'Ordre national du mérite,**

- VU** l'ordonnance n° 2014-464 du 7 mai 2014 portant extension et adaptation à Mayotte du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- VU** le décret n° 2014-527 du 23 mai 2014 portant modification du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie réglementaire) en ce qui concerne Mayotte, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie ;
- VU** le décret du 06 mai 2016 du Président de la République portant nomination de M. Frédéric VEAU en qualité de Préfet de Mayotte ;
- VU** le décret du 1<sup>er</sup> août 2017 portant nomination de M. Étienne GUILLET, Sous-préfet, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;
- VU** l'arrêté n° 956/DIRCAB/2017 du 30 octobre 2017 portant délégation de signature à M. Étienne GUILLET, Directeur de Cabinet du Préfet de Mayotte ;

**CONSIDERANT** qu'en application des textes précités, les étrangers qui ne peuvent être immédiatement éloignés doivent être maintenus dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire en vue de leur reconduite à la frontière ;

**CONSIDERANT** que le centre de rétention de Mayotte ne peut accueillir l'ensemble des étrangers qui entrent de façon irrégulière sur le territoire de Mayotte ;

**CONSIDERANT** qu'un nombre important d'étrangers entrés récemment, ou dont l'arrivée est prévisible, présente une menace pour l'ordre public ;

**CONSIDERANT** l'urgence à ouvrir un local de rétention administrative compte tenu de l'interception importante de kwassas au cours des dernières 24 heures ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** Il est créé, à titre provisoire, un local de rétention administrative, à compter du **jeudi 22 mars 2018 à 18h00 et jusqu'au samedi 24 mars 2018 à 17h00** dans l'enceinte de la **Gare Maritime à Dzaoudzi**.

**Article 2 :** La garde de ce local sera assurée pour le périmètre extérieur et pour tout ce qui concerne la rétention administrative par le service intercepteur.

**Article 3 :** Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet et le Commandant du service intercepteur sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Une copie est transmise sans délai au Procureur de la République et à Monsieur le Directeur territorial de l'agence régionale de santé.

**À Dzaoudzi, le 22 mars 2018**

**Pour le Préfet, par délégation,**  
**Le Sous-préfet, Directeur de cabinet,**



**Étienne GUILLET**